

# Les 10 victoires du Président Maduro, par Ignacio Ramonet

Suite de notre série sur le Venezuela, avec différents articles visant à compléter la vision diffusée par les médias.

Rappelons que nous ne soutenons aucun camp là-bas, militons pour que le peuple vénézuélien choisisse librement et démocratiquement son avenir, et condamnons toutes les atteintes aux Droits de l'Homme des deux camps...

Depuis l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez, le pays a dû affronter une série d'obstacles politiques, sociaux et économiques aussi bien internes qu'externes, qui se sont accentués lors de la présidence de Nicolas Maduro. Ignacio Ramonet analyse ici l'année 2016, l'année la plus compliquée de la révolution bolivarienne.

Début 2016, pour les autorités de Caracas, la situation était très compliquée. Pour principalement trois raisons :

- 1) L'opposition néo libérale avait gagné les élections législatives de décembre 2015 et contrôlait l'Assemblée Nationale.
- 2) Le prix du pétrole, principale ressource du Venezuela, était tombé à son niveau le plus bas depuis longtemps.
- 3) Le président des Etats Unis, Barack Obama venait de signer un décret où le Venezuela était présenté comme une "menace non usuelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats Unis"<sup>1</sup>.

Autrement dit, la révolution bolivarienne semblait être à la défensive sur les trois champs décisifs que sont la politique, l'économique et la géopolitique, alors que la contre-révolution, aussi bien interne qu'externe pensait avoir, enfin, à portée de main le pouvoir au Venezuela.

Tout cela dans un contexte de guerre médiatique de longue durée contre Caracas, qui avait commencé avec l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez en 1999 y qui s'est intensifiée à partir d'avril 2013, en atteignant des niveaux inédits de violence depuis l'élection de Maduro.

L'atmosphère de harcèlement agressif et permanent par les media se traduit pas *une désinformation insidieuse sur le Venezuela* qui jette le trouble même chez de nombreux amis de la révolution bolivarienne. Dans cette ère de la "post-vérité", la pratique du mensonge, de la fraude intellectuelle et de la tromperie éhontée n'est pas sanctionnée par aucune conséquence négative, que ce soit en termes de crédibilité ou d'image.

<sup>1</sup> Voir Ignacio Ramonet, "Venezuela candente", *Le Monde diplomatique en español*, janvier 2016. <http://www.monde-diplomatique.es/?url=editorial/0000856412872168186811102294251000/editorial/?articulo=2ebf5b30-e930-4492-971c-2fb37aa6e443>

Tout se vaut, tout sert dans cette "ère du relativisme post-factuel". Même les faits et les données les plus objectifs ne sont pas pris en considération. On n'accepte pas non plus l'argument – si évident dans le cas du Venezuela – du complot, de la conjure, de la conspiration. Le nouveau discours médiatique dominant dénonce par avance et ridiculise le "prétendu complotisme" comme reprend un "récit éculé" qui ne peut qu'être rejeté avec mépris.

Début 2016, tout donc semblait très difficile pour le président du Venezuela. Au point que l'opposant acharné, et néolibéral, Henry Ramos Allup, passablement enivré avec sa majorité parlementaire, s'est permis d'affirmer dans son premier discours, en janvier 2016, comme président de l'Assemblée Nationale, qu'il allait enlever Maduro du pouvoir dans "un délai ne dépassant pas six mois". S'inspirant sans doute du coup d'Etat institutionnel contre Dilma Rousseff au Brésil, il pariait sur une victoire à un éventuel référendum qui révoquerait le président.

Les choses étaient ainsi quand le président Maduro a surpris tout le monde, dans une série magistrale de coups d'échecs que personne n'a vu venir – et qui était parfaitement légale selon la Constitution. Il a rénové, comme celle-ci le lui autorise, les membres du Tribunal Suprême de Justice (TSJ), organe supérieur du pouvoir judiciaire, dont la "Salle Constitutionnelle" a le dernier mot en matière d'interprétation de la Constitution.

Aveuglée par sa superbe, l'opposition a alors commis deux erreurs majeures : elle a décidé d'ignorer les avertissements du TSJ, en acceptant que siègent à l'assemblée trois députés de l'Etat d'Amazonie dont l'élection, en décembre 2015, avait été suspendue pour cause d'irrégularités. Face à cet affront, le TSJ n'a pu que décréter que la présence de ces trois députés "non élus régulièrement" enlève toute validité aux décisions de l'assemblée. Le TSJ a en fait jugé que l'Assemblée était en état de désobéissance et que, par conséquent, "toutes ses décisions seront considérées comme étant nulles".

En raison de ses propres erreurs, non seulement l'Assemblée Nationale n'a pas réussi à légiférer, ni à exercer son contrôle sur le gouvernement, mais, comme le reconnaissent de prestigieux spécialistes de droit constitutionnel, elle s'est elle-même annihilée, elle a dilapidé son pouvoir et s'est, en fait, auto dissoute<sup>2</sup>. Telle fut la première grande victoria de Nicolas Maduro en 2016.

Obsédée par son désir de renverser le président, l'opposition a aussi décidé d'ignorer les conditions légales (article 72 de la Constitution) – en l'occurrence, les étapes à suivre, telles qu'elles sont consignées dans la réglementation – lorsqu'elle a voulu lancer, en 2016, un referendum demandant la révocation du président<sup>3</sup>. Un autre fracassant échec pour elle. Et une autre victoire de Nicolas Maduro.

Même ainsi, il est arrivé un moment, en mars-avril 2016, où tout s'est énormément compliqué. Aux coups de boutoir habituels des forces hostiles à la révolution bolivarienne est venue s'ajouter une sécheresse exceptionnelle, la deuxième en importance depuis 1950, accompagnée de chaleurs extrêmes, dues au phénomène *El Niño*. Au Venezuela, 70% de l'énergie électrique est fournie par les barrages, la principale centrale hydroélectrique étant celle du Guri, dont le niveau a été réduit au minimum, faute de pluies.

---

<sup>2</sup> Cf. *BBC Mundo*, 24 octobre 2016 : <http://sumarium.com/se-ha-vuelto-irrelevante-la-asamblea-nacional-en-venezuela/>

<sup>3</sup> "L'article 72 de la Constitution du Venezuela stipule que le référendum révocatoire peut avoir lieu après la première moitié du mandat présidentiel. Dans le cas de Maduro, le mandat a commencé le 10 janvier 2013, et se finira le 10 janvier 2019. La mi-mandat est donc au 10 janvier 2016. La confusion sur la date à laquelle la convocation au référendum peut avoir lieu tient à ce que Hugo Chavez est mort le 5 mars 2013, avant d'être remplacé par Maduro. Mais selon l'article 231 de la Constitution, l'actuelle période présidentielle a commencé le 10 janvier 2013 et non le 19 avril. Cf. la déclaration de Tibisay Lucena, présidente du Consejo Nacional Electoral (CNE), le 9 août 2016. <http://albacidad.org/2016/08/cne-referendo-revocatorio-para-2017/>

La contre-révolution a essayé de tirer parti de la situation pour multiplier les sabotages électriques, en cherchant à créer le chaos énergétique, le mécontentement social et susciter des mouvements de protestation. Le danger était particulièrement grand, au problème électrique s'ajoutant, du fait de la sécheresse persistante, le manque d'eau potable.

Le président Maduro a toutefois agi à nouveau avec célérité, en adoptant des mesures drastiques : il décida de substituer des millions de lampes à incandescence par d'autres, beaucoup moins gourmandes en électricité ; il donna l'ordre de remplacer les vieux appareils d'air conditionné par de nouveaux, également moins gourmands ; il décréta la mi-journée de travail dans l'administration publique et un plan spécial de limitation de la consommation électrique et d'eau.

Il parvint ainsi, grâce à ces mesures audacieuses, à éviter une crise énergétique majeure<sup>4</sup>, tout en obtenant une de ses victoires les plus populaires de l'année 2016.

## Un changement de paradigme

Un autre problème important, peut-être le plus grave, auquel a dû faire face le gouvernement – conséquence en partie de la guerre économique contre la révolution bolivarienne – est celui de l'approvisionnement alimentaire. Il faut se rappeler qu'avant 1999, 65% des vénézuéliens vivaient dans la pauvreté. Sur dix vénézuéliens, seulement trois consommaient régulièrement de la viande, du poulet, du café, du lait, ... Pendant les seize dernières années, la consommation alimentaire a littéralement explosé, faisant un bond de 80%, grâce à l'investissement social massif par la révolution.

Ce changement structurel explique, à lui tout seul, pourquoi la production nationale d'aliments, bien plus importante de ce que l'on croit<sup>5</sup>, s'est trouvée être insuffisante.

La demande ayant augmenté massivement, la spéculation s'est déchaînée. Face à une offre structurellement limitée, les prix ont augmenté de manière vertigineuse, le marché noir explosant littéralement.

Beaucoup de personnes achetaient les produits subventionnés par le gouvernement pour les revendre à des prix bien plus élevés (le "*bachaqueo*"). Certains allaient même jusqu'à les "*exporter*" dans les pays voisins (Colombie, Brésil) où ils les revendaient pour le double ou le triple de leur prix subventionné. Privant ainsi de ces produits les plus humbles, et le pays de ses dollars, devenus plus rares avec l'effondrement du prix du pétrole. Une telle situation scandaleuse ne pouvait durer.

Une fois de plus, le président Maduro a décidé d'agir avec fermeté. Il a d'abord – point très important – changé la philosophie de l'aide sociale. Il commença par corriger une erreur majeure qui se commettait au Venezuela depuis des lustres. Il décida que l'Etat, au lieu de subventionner les produits, ne subventionnerait plus que les personnes, de sorte que les pauvres, ceux qui en ont réellement besoin, soient les seuls à avoir accès aux produits subventionnés. Pour tous les autres, les produits se vendent au prix du marché. Ce qui évite la spéculation et le "*bachaqueo*"<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Avec l'arrivée progressive des pluies, fin mai, le niveau du barrage Guri a monté, et le président a décrété, le 4 juillet, la fin du rationnement électrique.

<sup>5</sup> Depuis 1999, le gouvernement bolivarien a investi comme aucun autre dans l'agriculture, avec la priorité d'augmenter la production locale. Le Venezuela est auto-suffisant en pommes de terre, poivrons, tomates, oignons, ails, céleri, yuca, auyama, laitues, choux, coriandre, citron, melon, quayaba, bananes entre autres. 80% du riz est de provenance nationale. 85% pour le fromage et la charcuterie. Concernant le poulet et la viande bovine, les importations ne sont que de 24%. Elles sont de l'ordre de 15% pour les carottes, les lentilles et les pois chiches.

<sup>6</sup> Cf. Pasqualina Curcio Curcio, "La Mano visible del Mercado. Guerra económica en Venezuela", Editorial Nosotros Mismos, Caracas, 2016.

La seconde mesure décisive du président fut l'annonce que tout allait être fait pour changer le caractère économique du pays, pour qu'il passe d'un "modèle de rente" à un "modèle productif". Il définit à cet effet "quinze moteurs"<sup>7</sup> pour réanimer l'activité économique, aussi bien du secteur privé que du secteur public et de l'économie communautaire.

Ces deux décisions essentielles se sont matérialisées par la création des CLAP (*Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production*), une nouvelle forme d'organisation populaire. Les représentants des communautés organisées fournissent, à un prix réglementé, des colis de biens alimentaires. Beaucoup d'entre eux proviennent d'une nouvelle production nationale.

Les CLAP devraient approvisionner, dans les prochains mois de 2017, environ quatre millions de familles modestes. On peut voir là une autre grande victoire du président Maduro.

## L'investissement social

Une autre victoire, non des moindres, de cette année 2016, si difficile, est constituée par le record en matière d'investissement social, qui a atteint 71,4% du budget du pays. Un record mondial. Aucun autre pays de la planète consacre presque les trois quarts de son budget à l'investissement social.

En ce qui concerne la santé, par exemple, le nombre d'établissements hospitaliers a été multiplié par 3,5 depuis 1999. Et l'investissement dans un nouveau modèle humain de santé publique a été multiplié par dix.

La *Misión Barrio Adentro* ("mission au cœur des quartiers") – qui a pour objectif de s'occuper des malades dans les aires urbaines les plus humbles – a réalisé presque 800 millions de consultations et sauvé la vie à un million et demi de personnes. Huit Etats ont ainsi été couverts à 100% en 2016, alors que l'objectif était de six.

Une autre victoire sociale fondamentale, non mentionnée par les grands média, concerne les retraites. Avant la révolution, à peine 19% des retraités recevaient une pension, les autres subsistaient souvent dans la misère ou en étant à la charge de leurs familles. En 2016, le pourcentage de retraités qui reçoivent une pension, même s'ils n'ont pas cotisé pendant leur vie active, a atteint les 90%. Un record en Amérique du Sud.

Une autre victoire du même ordre – et que les grands média se gardent bien, aussi, de mentionner – est celle obtenue par la *Mission Logement* qui est chargé de construire des logements sociaux, à un prix réglementé, pour les familles modestes.

En 2016, elle a construit 359.000 logements – à titre de comparaison, un pays développé comme la France n'a construit, en 2015, que 109.000 logements sociaux. Se rajoutent à cela les 335.000 logements réhabilités dans le cadre de la *Misión Barrio Nuevo Tricolor*, qui a attiré les éloges du célèbre architecte Frank Gehry, auteur entre autres du *Musée Guggenheim* de Bilbao et du *Musée Louis Vuitton* de Paris. Au point qu'il a déclaré vouloir s'y impliquer.

Soit presque 700.000 logements sociaux construits ou rénovés en 2016. Un nombre sans équivalent dans le monde

---

<sup>7</sup> Los 15 moteurs sont 1. Agroalimentaire. 2 Pharmacie. 3 Industrie. 4 Exportations. 5 Economie communautaire, sociale et socialiste. 6 Hydrocarbures. 7 Petrochimie. 8 Produits miniers. 9 Tourisme national et international. 10 Construction. 11 Produits forestiers. 12 Industrie militaire. 13 Télécommunications et Informatique. 14 Banque publique et privée. 15 Industrie de base.

Depuis le début de son mandat, en 2013, le président Maduro a déjà remis près d'un million et demi de logements à des familles modestes. Un record mondial passé sous silence par tous les médias hostiles à la révolution bolivarienne. Et que beaucoup de ses amis oublient parfois de mentionner.

## Des liens internationaux

Rappelons, pour finir, quelques unes des brillantes victoires obtenues sur le plan géopolitique. Avoir empêché, par exemple, que l'*Organisation des États Américains (OEA)*, dominée par Washington, condamne Caracas comme le prétendait son secrétaire général, Luis Almagro, qui invoquait la "*Charte Démocratique*" contre le Venezuela.

Ou bien le succès du XVIIème sommet du *Mouvement des Pays Non Alignés (MNOAL)* réalisé en septembre 2016 dans le *Centre de Conventions Hugo Chavez* de l'île Margarita, avec la présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, les représentants de cent vingt pays ayant manifesté leur solidarité avec le Venezuela.

Pour finir, rappelons le rôle important du président Maduro, qui a effectué de nombreuses tournée internationales dans ce cadre, dans la réussite inespérée d'un accord entre pays OPEP et non-OPEP pour la réduction concertée des exportations de pétrole. Accord qui, signé fin novembre 2016, a freiné la chute du prix du pétrole qui, de 24 dollars en janvier est passé au-dessus des 45 dollars fin décembre 2015.

Ignacio Ramonet

Directeur de l'édition espagnole du *Monde Diplomatique*

Source : Ignacio Ramonet, Janvier 2017